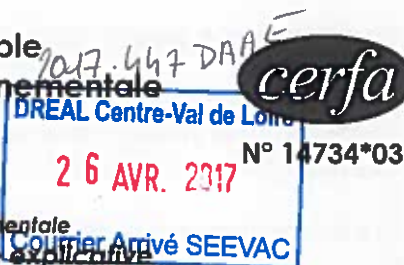


Demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale

Article R. 122-3 du code de l'environnement

Ce formulaire sera publié sur le site internet de l'autorité environnementale
Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative



Cadre réservé à l'autorité environnementale

Date de réception :

Dossier complet le :

N° d'enregistrement :

1. Intitulé du projet

Poursuite du défrichement sur le lotissement des Genêts situé sur le parc d'activités de la Saussaye à St Cyr en Val

2. Identification du (ou des) maître(s) d'ouvrage ou du (ou des) pétitionnaire(s)

2.1 Personne physique

Nom

Prénom

2.2 Personne morale

Dénomination ou raison sociale

ORLEANS METROPOLE

Nom, prénom et qualité de la personne
habilitée à représenter la personne morale

Charles-Eric LEMAIGNEN

RCS / SIRET

2 4 4 5 0 0 4 6 8 0 0 0 4 0

Forme juridique EPCI

Joignez à votre demande l'annexe obligatoire n°1

3. Catégorie(s) applicable(s) du tableau des seuils et critères annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement et dimensionnement correspondant du projet

N° de catégorie et sous catégorie	Caractéristiques du projet au regard des seuils et critères de la catégorie (Préciser les éventuelles rubriques issues d'autres nomenclatures (ICPE, IOTA, etc.))
47. Premiers boisements et déboisements en vue de la reconversion de sols. a) Défrichements soumis à autorisation au titre de l'article L. 341-3 du code forestier en vue de la reconversion des sols, portant sur une superficie totale, même fragmentée, de plus de 0,5 hectares.	Le projet a pour objet la poursuite du défrichement sur 2,5 ha, emprises nécessaires à la commercialisation du lotissement des Genêts sur le parc d'activités de la Saussaye.

4. Caractéristiques générales du projet

Doivent être annexées au présent formulaire les pièces énoncées à la rubrique 8.1 du formulaire

4.1 Nature du projet, y compris les éventuels travaux de démolition

Orléans Métropole a aménagé en 2013 un lotissement d'activités industrielles d'une superficie de 5,5 ha sur le parc d'activités de la Saussaye à Saint Cyr en Val. A cet effet, une autorisation de défrichement sur 4,97 ha a été obtenue le 12 janvier 2012. Devenue caduque en janvier 2017, alors que le défrichement n'a pas entièrement été réalisé, le dépôt d'une nouvelle demande est nécessaire.

A ce jour, seuls 2,5 ha ont été défrichés pour permettre la réalisation du diagnostic archéologique en 2012, la réalisation des travaux de viabilisation du lotissement en 2013 et la commercialisation des deux premiers terrains en 2012 et 2014. Le phasage du défrichement a été souhaité afin que ne soient défrichées que les emprises nécessaires, en fonction des différents aménagements et projets d'implantations d'entreprises.

Par ailleurs, conformément à l'autorisation de défrichement, les 2,5 ha défrichés ont été compensés par la plantation de boisements sur la commune de Loury.

4.2 Objectifs du projet

Les travaux de viabilisation du lotissement étant aujourd'hui achevés, la poursuite du défrichement sur les 2,5 ha restants sera réalisé au fur et à mesure de la commercialisation des terrains : aménagement des lots avec défrichement cantonné aux besoins de l'entreprise s'installant sur le lotissement.

Le défrichement ne sera ainsi réalisé que lorsqu'il sera nécessaire et ce, tant d'un point de vue temporel que surfacique.

4.3 Décrivez sommairement le projet

4.3.1 dans sa phase travaux

Le défrichement des parcelles boisées visée par la demande de défrichement sera conduit par les futurs acquéreurs de terrains "au coup par coup" dans le respect du principe du strict nécessaire.

En compensation du défrichement de ces parcelles boisées, la plantation de surfaces boisées à surface équivalente est prévue à proximité immédiate, dans le cadre du projet d'extension de parc d'activités de la Saussaye à St Cyr en Val sur des emprises aujourd'hui propriétés d'Orléans Métropole. Cette mesure compensatoire est identique à celle proposée dans la demande de défrichement de 2012.

4.3.2 dans sa phase d'exploitation

Néant

4.4 A quelle(s) procédure(s) administrative(s) d'autorisation le projet a-t-il été ou sera-t-il soumis ?

La décision de l'autorité environnementale devra être jointe au(x) dossier(s) d'autorisation(s).

Le lotissement des Genêts, dont les travaux de viabilisation sont achevés depuis 2013, a fait l'objet d'une déclaration préalable autorisée en avril 2012 et d'un permis d'aménager autorisé en décembre 2012.

4.5 Dimensions et caractéristiques du projet et superficie globale de l'opération - préciser les unités de mesure utilisées

Grandeurs caractéristiques	Valeur(s)
Surface à défricher	2,5 ha

4.6 Localisation du projet**Adresse et commune(s)
d'implantation**

Parc d'activités de la Saussaye
Allée des Joncs
Saint Cyr en Val

Coordonnées géographiques¹

Long. 47° 8' 19" 23 Lat. __° __' 95" 94

Pour les catégories 5° a), 6° a), b) et c), 7° a), 9° a), 10°, 11° a) et b), 22°, 32°, 34°, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement :

Point de départ :

Long. __° __' __" __ Lat. __° __' __" __

Point d'arrivée :

Long. __° __' __" __ Lat. __° __' __" __

Communes traversées :

Joignez à votre demande les annexes n° 2 à 6

4.7 S'agit-il d'une modification/extension d'une installation ou d'un ouvrage existant ?

Oui ☐

Non ☒

4.7.1 Si oui, cette installation ou cet ouvrage a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?

Oui ☐

Non ☐

4.7.2 Si oui, décrivez sommairement les différentes composantes de votre projet et indiquez à quelle date il a été autorisé ?

5. Sensibilité environnementale de la zone d'implantation envisagée

Afin de réunir les informations nécessaires pour remplir le tableau ci-dessous, vous pouvez vous rapprocher des services instructeurs, et vous référer notamment à l'outil de cartographie interactive CARMEN, disponible sur le site de chaque direction régionale.

Le site Internet du ministère de l'environnement vous propose un regroupement de ces données environnementales par région, à l'adresse suivante : <http://www.developpement-durable.gouv.fr/-Les-donnees-environnementales-.html>.

Cette plateforme vous indiquera la définition de chacune des zones citées dans le formulaire.

Vous pouvez également retrouver la cartographie d'une partie de ces informations sur le site de l'inventaire national du patrimoine naturel (<http://inpn.mnhn.fr/zone/sinp/espaces/viewer/>).

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Lequel/Laquelle ?
Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
En zone de montagne ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone couverte par un arrêté de protection de biotope ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Sur le territoire d'une commune littorale ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le plan de prévention du bruit dans l'environnement (PPBE) des infrastructures de l'Etat dans le Loiret a été approuvé par arrêté préfectoral en date du 13 juillet 2012. La cartographie associée fait apparaître la zone d'étude comme un territoire non affecté par les niveaux sonores des infrastructures routières et des infrastructures ferroviaires.
Dans un bien inscrit au patrimoine mondial ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ? si oui, est-il prescrit ou approuvé ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune de Saint Cyr en Val est concernée par : - le Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) du Val d'Orléans, approuvé le 20/01/2015 qui ne couvre toutefois pas les terrains de la présente demande, - le Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) TDA approuvé le 20/03/2010 qui ne couvre pas les terrains de la présente demande.
Dans un site ou sur des sols pollués ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Aucun site inscrit dans la base de données BASIAS et BASOL n'est présent dans l'emprise du projet de défrichement.
Dans une zone de répartition des eaux ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune de St Cyr en Val est incluse dans la zone de répartition du système aquifère "Nappe du Cénomanién"
Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un site inscrit ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Le projet se situe-t-il, dans ou à proximité :	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site Natura 2000 ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	L'emprise du projet se localise à 1,5 km du site Natura 2000 FR2402001 "Grande Sologne"
D'un site classé ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

6. Caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine au vu des informations disponibles

6.1 Le projet envisagé est-il **susceptible** d'avoir les incidences notables suivantes ?

Veuillez compléter le tableau suivant :

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel
Ressources	Engendre-t-il des prélèvements d'eau ? Si oui, dans quel milieu ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La poursuite du défrichement ne pas pas engendrer de prélèvements d'eau directs dans le sous-sols ou en surface, ni de hausse des consommations en eau potable sur le réseau de distribution de la commune.
	Impliquera-t-il des drainages / ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La poursuite du défrichement n'implique pas de drainage ou de modifications prévisibles des masses d'eau souterraine.
	Est-il excédentaire en matériaux ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet est de nature à générer des productions végétales.
	Est-il déficitaire en matériaux ? Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Milieu naturel	Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les emprises concernées par le défrichement sont incluses dans le périmètre du lotissement des Genêts dont la viabilisation a été réalisée en 2013. D'après les observations réalisées sur le site, l'emprise à défricher ne présente pas de sensibilité écologique particulière s'agissant des habitats naturels et des espèces végétales qui la composent.
	Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

	Est-il susceptible d'avoir des incidences sur les autres zones à sensibilité particulière énumérées au 5.2 du présent formulaire ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le défrichement du lotissement des Genêts intervient de façon progressive et en fonction des projets d'implantation d'entreprises. Il est demandé aux acquéreurs de lotis de conserver l'esprit boisé. D'autre part, la compensation à surface équivalente des boisements détruits sera réalisée à proximité immédiate.
Risques	Est-il concerné par des risques technologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Une dizaine d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) au titre de la loi du 19/07/1976 sont localisées dans le parc d'activités de la Saussaye. Toutefois, le défrichement envisagé est située en dehors de toute emprise.
	Est-il concerné par des risques naturels ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Mouvement de terrain : aléa faible de retrait gonflement des argiles Remontée des nappes : sensibilité faible à très faible. Séisme : aléa très faible (niveau 1)
	Engendre-t-il des risques sanitaires ? Est-il concerné par des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	Aucun site inscrit dans les bases de données BASIAS et BASOL n'est présent dans l'emprise du projet de défrichement ou à proximité immédiate.
Nuisances	Engendre-t-il des déplacements/des trafics	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le projet de défrichement n'est pas de nature à générer des trafics supplémentaires, en dehors des périodes de travaux forestiers liés à la nature même du projet.
	Est-il source de bruit ? Est-il concerné par des nuisances sonores ?	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	Le projet de défrichement n'est pas de nature à générer des nuisances sonores significatives, en dehors des périodes de travaux forestiers liés à la nature même du projet. Ces travaux n'auront qu'un impact temporaire et limité (pas d'habitations proches des opérations de défrichement). Le site du projet de défrichement est au cœur d'un parc d'activités au sein duquel les activités économiques existantes sont génératrices de bruit.

	Engendre-t-il des odeurs ? Est-il concerné par des nuisances olfactives ?	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des vibrations ? Est-il concerné par des vibrations ?	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	Le projet n'est pas de nature à générer des vibrations, en dehors des périodes de chantier (circulation et mouvements des engins de chantier)
	Engendre-t-il des émissions lumineuses ? Est-il concerné par des émissions lumineuses ?	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	Les opérations de défrichement seront réalisées en période diurne et ne sont pas susceptibles d'engendrer des émissions lumineuses.
Emissions	Engendre-t-il des rejets dans l'air ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des rejets liquides ? Si oui, dans quel milieu ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des effluents ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le défrichement est de nature à générer des productions végétales.

Patrimoine / Cadre de vie / Population	Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le projet ne s'inscrit dans aucun périmètre de monument historique, site inscrit ou classé ni dans la zone tampon du site UNESCO de la vallée de Loire. Toutefois, le passage d'un état boisé à un état déboisé est notable dans la paysage local. C'est ainsi que les travaux de défrichement du lotissement sont réalisés depuis 2012 au fur et à mesure des aménagements et des projets d'implantation d'entreprises afin que certains sujets puissent être préservés. Une bande boisée de 10 m de large est conservée sur les bordures du lotissement. Un diagnostic archéologique a été réalisé en 2012.
	Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagements), notamment l'usage du sol?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La poursuite du défrichement ne remet pas en cause l'exploitation sylvicole des boisements considérés étant donné que ces derniers sont propriétés d'Orléans Métropole dont le but n'est pas la production forestière.

6.2 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres projets existants ou approuvés ?

Oui ☒ Non ☐ Si oui, décrivez lesquelles :

Création de la zone d'aménagement concerté "Extension Est du parc d'activités de la Saussaye " à St Cyr en Val
--> Avis de l'autorité environnemental rendu le 18/11/2014

Création de la ZAC Croix des Vallées à St Cyr en Val
--> Avis de l'autorité environnementale rendu le 15/06/2012

Le projet est susceptible de créer des effets cumulés avec ces 2 projets d'aménagement situés à proximité immédiate. Toutefois, cet impact cumulé se limite aux emprises considérées qui sont compensées par ailleurs.

6.3 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontière ?

Oui ☐ Non ☒ Si oui, décrivez lesquels :

6.4 Description, le cas échéant, des mesures et des caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine (pour plus de précision, il vous est possible de joindre une annexe traitant de ces éléments) :

7. Auto-évaluation (facultatif)

Au regard du formulaire rempli, estimez-vous qu'il est nécessaire que votre projet fasse l'objet d'une évaluation environnementale ou qu'il devrait en être dispensé ? Expliquez pourquoi.

La viabilisation du lotissement est entièrement réalisée depuis 2013 et a obtenu toutes les autorisations préalables nécessaires dont l'autorisation de défrichement devenue caduque depuis janvier 2017. Le défrichement des emprise n'ayant pu être réalisé dans ce délai, il est nécessaire de déposer une nouvelle demande pour permettre la poursuite du défrichement qui interviendra au fur et à mesure de la commercialisation des terrains. Des mesures compensatoires sont prévus dans le cadre de la réalisation de l'extension du parc d'activités de la Saussaye, située à proximité, dont Orléans Métropole est maître d'ouvrage.

8. Annexes

8.1 Annexes obligatoires

Objet		
1	Document CERFA n°14734 intitulé « informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire » - non publié ;	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Un plan de situation au 1/25 000 ou, à défaut, à une échelle comprise entre 1/16 000 et 1/64 000 (il peut s'agir d'extraits cartographiques du document d'urbanisme s'il existe) ;	<input checked="" type="checkbox"/>
3	Au minimum, 2 photographies datées de la zone d'implantation, avec une localisation cartographique des prises de vue, l'une devant permettre de situer le projet dans l'environnement proche et l'autre de le situer dans le paysage lointain ;	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Un plan du projet <u>ou</u> , pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux catégories 5° a), 6° b) et c), 7°, 9°, 10°, 11°, 12°, 13°, 22°, 32, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement un projet de tracé ou une enveloppe de tracé ;	<input checked="" type="checkbox"/>
5	Sauf pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux 5° a), 6° b) et c), 7°, 9°, 10°, 11°, 12°, 13°, 22°, 32, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement : plan des abords du projet (100 mètres au minimum) pouvant prendre la forme de photos aériennes datées et complétées si nécessaire selon les évolutions récentes, à une échelle comprise entre 1/2 000 et 1/5 000. Ce plan devra préciser l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que les canaux, plans d'eau et cours d'eau ;	<input checked="" type="checkbox"/>
6	Si le projet est situé dans un site Natura 2000, un plan de situation détaillé du projet par rapport à ce site. Dans les autres cas, une carte permettant de localiser le projet par rapport aux sites Natura 2000 sur lesquels le projet est susceptible d'avoir des effets.	<input checked="" type="checkbox"/>

8.2 Autres annexes volontairement transmises par le maître d'ouvrage ou pétitionnaire

Veillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les annexes jointes au présent formulaire d'évaluation, ainsi que les parties auxquelles elles se rattachent

Objet

Autorisation de défrichement accordée en janvier 2012, devenue caduque en janvier 2017.

9. Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus



Fait à Orléans

le,

24 avril 2017

Pour le Président et par
délégation le Vice Président

Signature

Insérez votre signature en cliquant sur le cadre ci-dessus

Jacques Martinet

